



**Communiqué de presse**  
**Paris, le 26 septembre 2023**

**Après l'annonce du ministre ce jour en faveur d'Île-de-France Mobilités,  
France urbaine demande un traitement équitable pour les autres territoires.  
Il ne peut y avoir deux poids deux mesures entre l'Île-de-France et le reste du pays**

France urbaine a pris connaissance de l'accord signé ce jour entre l'Etat et Ile-de-France Mobilité (IDFM), annoncé par le ministre des Transports, Clément Beaune. **France urbaine s'étonne qu'une telle mesure soit prise sans que, parallèlement, les autres réseaux de transports urbains ne soient concernés.**

Le financement des transports publics doit, en effet, se faire dans une logique équitable pour les territoires : si les habitants d'Île-de-France ont besoin d'un réseau de transports qui se développe, c'est aussi l'attente légitime des habitants dans toutes les grandes villes et métropoles de France. **Il ne saurait y avoir de politique du « deux poids deux mesures ». Si tel était le cas, ce serait inacceptable pour les élus des grandes villes, agglomérations et métropoles du pays.**

Il y a quelques jours, réunis à Angers dans le cadre des Journées nationales de France urbaine (JNFU), les maires de grandes villes, présidents de grandes agglomérations et métropoles avaient déjà exprimé un besoin urgent de perspectives en matière de financement de la transition écologique et de décarbonation des transports.

**France urbaine demande donc à l'État de prendre des décisions fortes**, à la hauteur des besoins pour l'ensemble des grandes villes du pays, **en relevant les plafonds du taux de versement mobilité (VM).**